

REFONDER L'EUROPE

par **Sigmar Gabriel** et **Martin Schulz**

L'Europe a longtemps constitué la promesse d'un avenir meilleur ; un avenir de paix assurée, de prospérité croissante et de libertés accrues. L'Europe, c'était la promesse de pouvoir construire une société démocratique et solidaire ; une société fondée sur le respect des droits fondamentaux et promettant une vie meilleure aux générations futures.

La génération des pères fondateurs de l'Europe a fait ce rêve européen. Sur les ruines des villes et des villages d'Europe, et au lendemain de l'holocauste, elle a donc entrepris de faire de ce rêve, pas à pas, une réalité.

Pendant des décennies, l'Europe a tenu cette promesse et nous a apporté la paix, la prospérité et la liberté. A aucun moment on n'a douté de l'Europe ; au contraire, de plus en plus de personnes, de peuples et de pays entiers ont absolument voulu faire partie de cette Europe. Jusqu'à maintenant.

Mais aujourd'hui, nombreux sont ceux qui ne croient plus en cette promesse. De plus en plus de personnes doutent de l'Europe. Ils la considèrent comme une partie du problème et non plus comme l'élément constitutif de la solution. La cohésion européenne est menacée. Les sept années qui se sont écoulées depuis la crise mondiale des marchés financiers en 2008 et 2009 ont été, pour l'Union européenne et pour la

Quelle conception les sociaux-démocrates allemands ont-ils de l'avenir de l'Europe ? Comment relancer le projet européen et retrouver la confiance des citoyens ? Le président du SPD, **Sigmar Gabriel**, et le président du Parlement européen, **Martin Schulz**, livrent leurs propositions dans cette déclaration, dont la version originale a été publiée le 24 juin dernier en Allemagne.

communauté monétaire européenne, une période de crise économique et politique permanente. Faiblesse de la croissance, faiblesse des investissements et crise de l'emploi ont divisé l'Europe au plan politique comme jamais depuis la signature des traités de Rome. Les oppositions et les égoïsmes nationaux, les accusations mutuelles se sont à nouveau réveillés sous la pression du chômage de masse et de l'incapacité des politiques à prendre des décisions. A travers le référendum néerlandais sur l'Ukraine, à travers les élections présidentielles en Autriche et le débat en Grande-Bretagne sur la sortie de l'Union, les adversaires de l'Europe ont humé un vent nouveau sur l'ensemble du continent. Dans tous les pays du continent, les partis anti-européens ont remporté de grandes victoires électorales au cours des dernières années. Aujourd'hui, certains d'entre eux sont même arrivés au pouvoir.

Grâce à ces victoires électorales, ils ont non seulement pu accéder au pouvoir législatif et exécutif mais aussi occuper en partie l'espace du débat public dans leurs sociétés, les partis du centre politique et une partie des faiseurs d'opinion ayant également cru devoir entonner une critique supposée justifiée de l'Union européenne.

Cet euroscepticisme se reflète aussi au sein du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, qui est de plus en plus incapable d'agir bien qu'il se soit autoproclamé institution décisionnaire centrale au cours des dernières années.

Ainsi, nous sommes témoins d'une situation paradoxale dans la mesure où ceux qui, par leur attitude, empêchent l'UE d'agir efficacement sont ceux-là même qui critiquent le plus bruyamment l'incapacité de l'Europe à résoudre

les problèmes urgents auxquels elle est confrontée. Le Conseil européen décidant dans la plupart des cas à l'unanimité, le blocage complet de l'UE est chose courante – dès lors, cette situation favorise les frustrations d'un grand nombre de personnes et accélère ainsi le processus de décomposition.

C'est d'autant plus tragique que la maîtrise des principaux défis requiert plus que jamais un bon fonctionnement de l'UE : la gestion durable de l'immigration et la lutte contre les causes d'une immigration incontrôlée, l'efficacité de la lutte contre le terrorisme international et les réponses constructives aux questions pressantes de justice et d'équité passent par la régulation politique de la mondialisation et ne peuvent se concevoir que dans le cadre de solutions européennes.

Dans ce contexte, nous sommes confrontés à la montée - essentiellement à droite mais aussi dans une partie de la gauche - d'une idéologie suggérant qu'il serait possible de faire machine arrière vis-à-vis de la mondialisation et de trouver à l'échelle nationale des solutions efficaces aux grands problèmes fondamentaux. Cette idéologie a désigné l'UE comme son principal adversaire.

La réponse des décideurs politiques responsables doit donc être de restaurer l'enthousiasme à l'égard de l'Europe. Néanmoins, ce n'est pas en poursuivant les mêmes stratégies dépourvues d'imagination, en menant des réformes technocratiques ou gérant les crises au jour le jour que nous y parviendrons. Nous devons à présent avoir le courage d'oser quelque chose de plus grand. La conviction que l'Europe est bénéfique à tous ne pourra redevenir forte que si nous trouvons enfin une issue à la crise économique. C'est pourquoi il faut désormais donner la priorité à un nouvel essor économique en Europe !

Cela ne signifie pas qu'il faille donner raison aux critiques des anti-européens ou aux vociférations des populistes. Tous ceux-là cherchent délibérément à paralyser l'Europe pour pouvoir ensuite affirmer que les problèmes urgents n'ont pas été résolus. Ils veulent la crise, le durcissement et le rejet. Ils veulent diviser et creuser des fossés, parce qu'ils espèrent en tirer un bénéfice politique.

Il faut barrer la route à ces populistes et dénoncer les conséquences de leurs discours et de leurs actions irresponsables. Parce que si l'Europe échoue, c'est tout un modèle de société qui échouera avec elle : la première et la seule démocratie transnationale qu'ait connue l'histoire de l'humanité et qui s'efforce de concilier liberté et solidarité. Si l'Europe échoue, cela signifiera que nous renions les leçons tirées des catastrophes du XXe siècle.

Voilà pourquoi un nouvel élan est nécessaire pour sauver ce que l'Europe a représenté aux yeux de la plupart des gens. Plutôt que d'un patchwork timoré de mesures, nous avons besoin d'un bond en avant ambitieux et puissant afin que l'UE puisse résoudre les problèmes qui préoccupent les Européens.

L'Europe a besoin d'un tournant politique !

Toute réforme doit répondre à des critères essentiels permettant de faire en sorte

1. que l'Europe retrouve la croissance, l'essor économique et une plus grande justice sociale,
2. que l'Europe s'occupe de définir ses missions pour l'avenir,
3. qu'elle soit plus démocratique et plus transparente, et
4. qu'elle contribue à une paix durable et à davantage de sécurité sur son propre territoire.

Quiconque veut lutter contre le discrédit croissant de l'UE – mais aussi plus généralement de la politique – doit désormais prendre une position très claire. Il s'agit de défendre concrètement le projet de civilisation de la construction européenne et – c'est indissociable - adopter un style politique basé sur le dialogue et l'équilibre. Ce style constitue un modèle clairement aux antipodes de la démarche politique de plus en plus éruptive et clivante mise en scène en Europe par bien des populistes – y compris au sein de certains partis conservateurs – et par Donald Trump aux Etats-Unis.

Une réforme en Europe doit s'appuyer sur au moins dix idées :

1. L'Europe doit se concentrer sur l'essentiel.

Depuis les élections de 2014, la Commission européenne a montré sa volonté de concentrer l'action de l'UE sur les domaines dans lesquels elle apporte clairement une valeur ajoutée. Après avoir réalisé pour les Européens le marché intérieur et la liberté de circulation des personnes, l'UE doit adapter son action aux attentes d'aujourd'hui. Les citoyens d'Europe demandent aujourd'hui que l'on protège leurs valeurs et leur style de vie.

Dans de nombreux domaines, l'UE est clairement l'acteur le mieux placé pour obtenir les résultats positifs qu'attendent ses citoyens. La politique environnementale en est un excellent exemple, tant il est vrai que les catastrophes environnementales ne s'arrêtent pas aux frontières nationales et appellent la mise en place de mesures transnationales. Dans ces domaines, nous devrions privilégier l'action de l'UE. Cela ne signifie pas que l'UE doive s'immiscer dans ce qui fonctionne bien au niveau régional ou national. On en fait notamment le constat en matière de lutte contre le changement climatique : si l'UE

fixe des objectifs indicatifs, c'est à l'échelon régional que l'on définit et réalise concrètement les économies potentielles.

Toutefois, il sera à l'avenir nécessaire d'attribuer clairement à l'Europe les instruments lui permettant d'agir dans les domaines où elle assumera effectivement une compétence.

Définir plus clairement le partage des compétences aidera aussi à délimiter les responsabilités des Etats membres de celles de l'UE. Cela permettra ainsi aux citoyens d'identifier les véritables interlocuteurs responsables de la résolution d'un problème. A l'avenir, il faudra être en mesure de clairement différencier les décideurs coupables de leur propre inaction de ceux à qui l'on doit la réussite d'une politique efficace.

2. L'Europe doit devenir plus démocratique et plus compréhensible.

Elle doit se rapprocher encore davantage des citoyens et poursuivre son processus de démocratisation entamé en 2014 avec la désignation de têtes de listes aux élections parlementaires européennes. Pour la première fois, les citoyens européens ont pu élire directement le Président de la Commission, qui fait de facto office de chef de gouvernement. Nous devons continuer à œuvrer pour que la Commission européenne se transforme en un véritable gouvernement européen, soumis au contrôle parlementaire du Parlement européen et d'une deuxième chambre des Etats membres. C'est la seule façon de créer une structure claire et comparable à celle que les Européens connaissent dans leurs pays respectifs et de clarifier les responsabilités politiques des uns et des autres. A l'avenir, quiconque n'est pas satisfait de l'UE n'aura plus besoin de la remettre en cause dans son principe, mais pourra au contraire, par son vote, remplacer un gouvernement européen par un autre, comme nous le pratiquons dans nos démocraties au plan national.

3. L'Europe a besoin d'un tournant dans la politique économique et d'un pacte de croissance pour l'UE.

Pour espérer réunir des majorités politiques autour de nouvelles avancées dans la construction européenne, un profond changement économique est nécessaire. La prospérité économique et la justice sociale constituent le fondement d'une Union forte à l'intérieur et à l'extérieur.

Une Union européenne de la croissance

Aujourd'hui, l'existence de trop grandes divergences économiques et sociales constitue le problème fondamental de l'Europe. Certains Etats membres – dont l'Allemagne – se portent bien, tandis que d'autres stagnent. Le risque d'un nouvel embrasement de la crise de la

dette n'est pas définitivement écarté. A l'intérieur de chaque pays, les inégalités sont également trop grandes et se forment notamment au détriment des jeunes, des chômeurs et des salariés précaires. Non seulement ces signes de polarisation menacent la cohésion de nos sociétés, mais ils réduisent aussi les potentiels de croissance de l'économie. Le principal défi est de combattre le creusement de ces inégalités par la relance d'une Europe dynamique et plus sociale.

Pour surmonter ces difficultés, nous devons nous attaquer aux causes de la stagnation et du creusement des inégalités en Europe. Il faut commencer par renforcer les bases économiques et sociales de l'UE. L'instrument central de la politique économique, c'est le pacte de stabilité et de croissance. Nous devons parvenir à renforcer le volet croissance du pacte à l'intérieur et à l'extérieur de la zone euro.

Aménager le pacte de stabilité et de croissance pour favoriser la croissance

Tout d'abord, le pacte de stabilité et de croissance doit mériter son nom et être davantage favorable à la croissance ; actuellement, ce pacte est trop complexe, source d'erreurs et procyclique. Il faut en faire évoluer les règles d'une part pour empêcher le surendettement et d'autre part offrir suffisamment de marges de manœuvre aux Etats pour mener leur propre politique spécifique de stabilité et de croissance. On peut le comprendre en observant notamment l'expérience allemande des quinze dernières années : dans les phases de ralentissement conjoncturel, les Etats membres doivent disposer de plus de souplesse pour pouvoir engager des dépenses en faveur des chômeurs et de la relance des investissements. Pour autant, l'assouplissement du pacte doit aller de pair avec l'application d'un processus de réformes fonctionnant étape par étape. Ainsi, la réforme du pacte doit aussi garantir le renforcement de la discipline budgétaire dans les Etats membres en périodes d'essor économique via l'introduction d'un mécanisme institutionnalisé de restructuration de la dette.

Encourager vigoureusement l'investissement et la modernisation à l'échelon européen

Il faut compléter et renforcer à l'échelon européen l'accroissement des marges de manœuvre des budgets nationaux au service d'une politique d'investissement offensive. Les initiatives et les investissements nécessaires doivent bénéficier dès leur lancement du fonds structurel et du fonds de cohésion européens, mais aussi du plan Juncker (Fonds européen pour les investissements stratégiques – FEIS) pour le soutien aux investissements publics et privés. Le FEIS doit être à la fois implanté auprès d'une instance centrale, doté de moyens financiers plus importants et pérennisé, pour être en mesure d'identifier de

grands projets de transformation, mais aussi pouvoir conseiller et coordonner les Etats membres dans le cadre de projets transfrontaliers. Pour ce faire, nous proposons d'établir un dispositif réglementaire central pour les investissements, qui associe de nouvelles impulsions de croissance à des investissements audacieux au service de la modernisation, dans les réseaux transeuropéens de transport et d'énergie, dans la construction d'un réseau européen de données à très haut débit, dans la formation aux besoins de l'économie numérique et dans la lutte contre le chômage des jeunes, dans le capital-risque et le financement initial des créations d'entreprise.

Pour un Schengen de l'économie

Pour accroître les gains de productivité à long terme en Europe et approfondir le marché intérieur européen, nous avons aujourd'hui aussi besoin d'une offensive communautaire pour la croissance – un "Schengen de l'économie". Le marché intérieur doit déployer l'intégralité de son potentiel et libérer de nouvelles énergies au service de la croissance. Les activités et les échanges transfrontaliers doivent devenir encore davantage une réalité au quotidien pour les entreprises comme pour les consommateurs. Cela passe notamment par la mise en œuvre progressive de réformes des marchés du travail et des biens de production telles que les réclament depuis des années la Commission européenne et l'OCDE, en particulier pour les pays les plus touchés par le chômage.

L'économie numérique va profondément modifier le marché intérieur – c'est un processus dont l'Union européenne doit se servir et qu'elle doit organiser. A cet effet, l'Europe doit se fixer des objectifs communs les plus élevés possibles en matière d'infrastructures numériques. Un réseau à très haut débit peut constituer un projet phare européen qui rassemble nos activités respectives et sur lequel nous devons axer toutes les stratégies en matière de numérique. Nous devons veiller à ce que l'accès à ce réseau soit possible y compris, et même tout particulièrement, dans les régions économiquement défavorisées. C'est un moyen de renforcer le sentiment d'appartenance et de faire prendre conscience qu'il est possible de profiter des avantages du marché intérieur – quelque soit la région de l'UE dont on est originaire ou dans laquelle on se trouve actuellement. Dans ce domaine, l'UE doit aboutir à des résultats tangibles bien plus vite que cela n'est prévu pour le moment. Toutefois, nous ne devons pas oublier de veiller aux conséquences du tout numérique. Nous devons comprendre l'impact du numérique sur nos marchés du travail et faire en sorte que nos normes sociales soient préservées.

Parallèlement, nous devons créer un cadre réglementaire du numérique qui permette aux

entreprises européennes de conquérir une place de leader dans la révolution numérique. Ce cadre doit garantir les normes les plus élevées de sécurité et de protection des entreprises et des consommateurs, et leur assurer de façon obligatoire et effective le plus haut niveau de souveraineté dans la gestion de leurs données.

La crise financière a montré que la puissance de l'industrie est aujourd'hui encore essentielle à un développement économique de qualité. La quatrième révolution industrielle que nous vivons actuellement ouvre des perspectives formidables pour l'Europe. C'est pourquoi une renaissance industrielle est nécessaire en Europe. L'Europe doit à nouveau se fixer comme objectif de réaliser 20% de son PIB grâce à la production industrielle. Dans ce contexte, nous devons mener à l'échelon européen une politique industrielle active, qui favorise les innovations, veille à une concurrence équitable et permette ainsi à l'industrie de développer durablement une solide base de création de valeur et des emplois de qualité.

Avec un "Schengen de l'économie", nous proposons de faire un pas décisif supplémentaire. Nous souhaitons, dans des domaines essentiels comme l'économie numérique et l'énergie, pousser l'intégration à un degré le plus élevé possible, dans un premier temps avec les pays qui sont prêts à aller de l'avant dans l'intégration, mais en gardant l'objectif de faire entrer l'ensemble du marché intérieur de l'Union européenne dans une nouvelle dimension.

4. L'Europe doit parler d'une même voix sur la scène internationale

Ce n'est qu'en se présentant unie sur la scène internationale que l'Europe peut contribuer de façon substantielle à la stabilité internationale. Au XXI^e siècle, il est essentiel que l'Europe apporte au monde son expérience en matière de prévention des conflits. Sans contribution européenne, il ne pourra pas y avoir de gouvernance politique ni de paix, notamment parce que d'autres grandes puissances ont vu leur réputation décliner ou ont de plus en plus concentré leur attention sur d'autres régions du monde. En conséquence, nous devons davantage nous présenter comme une puissance régionale unie. Pour atteindre cet objectif, la communautarisation de la politique extérieure européenne est une nécessité.

5. L'Europe doit résoudre la question de la justice et de l'équité

Une situation de profonde injustice devient flagrante dans un monde où les salariés et les petites et moyennes entreprises payent chaque mois leurs impôts tandis que des spéculateurs sans scrupules placent des milliards d'euros dans

des paradis fiscaux. Le sentiment d'injustice est encore plus fort quand des banques qui se sont ruinées en spéculant sont sauvées à grand renfort de milliards d'euros de fonds publics censés être investis dans des secteurs qui en auraient bien besoin. Voilà ce qui menace la légitimité de l'Europe. Voilà pourquoi l'Europe doit se doter des instruments nécessaires pour lutter efficacement contre l'évasion et la fraude fiscales. "Le pays où sont produits les bénéfices est le pays où ils sont imposés" ; c'est un principe simple, qui permettrait d'émettre très rapidement un signal puissant en faveur de davantage de justice. La lutte contre les paradis fiscaux et l'imposition des activités spéculatives sont d'autres mesures importantes qui permettraient aussi de financer une diminution des charges qui pèsent sur le facteur travail. Une UE forte doit placer les personnes et leur protection sociale au cœur de ses préoccupations. Ce n'est qu'à partir du moment où les personnes constateront une valeur ajoutée concrète de la politique, qui les touche directement, que l'Europe pourra surmonter sa crise de confiance. A cet effet, il faut également lutter efficacement contre le chômage des jeunes qui a atteint des niveaux choquants. La garantie européenne pour la jeunesse doit être mieux ciblée et être dotée des moyens nécessaires.

Une politique sociale européenne ne peut ni ne doit remplacer les politiques nationales en matière de protection sociale, mais elle peut et devrait s'efforcer de rapprocher les systèmes nationaux existants de protection sociale.

6. L'Europe doit réajuster ses ressources

Le budget doit également refléter la volonté de l'Europe de prendre en charge les missions qui déterminent la capacité de nos sociétés à affronter l'avenir. Ainsi, il est indispensable de consacrer davantage de moyens à la formation des générations futures, à la recherche et aux universités, au développement des infrastructures numériques, à la production d'aliments sains, à la protection de l'environnement, à un tournant énergétique écologique et à une politique intelligente à l'égard de l'industrie et des petites et moyennes entreprises.

En outre, une Union de la croissance soutenue par une capacité d'investissement accrue suppose une base de recettes solide. C'est pourquoi nous proposons d'avancer enfin sur la voie de l'harmonisation de la fiscalité des entreprises (assiette commune et taux minimum d'imposition) et du recouvrement de l'impôt en Europe.

7. L'Europe doit renforcer sa sécurité

Comme l'ont montré les terribles attentats de ces derniers mois, les bandes criminelles sont organisées au sein de réseaux qui dépassent les

frontières. En conséquence, l'Europe doit mettre un terme aux particularismes nationaux dans le domaine de la sécurité intérieure et renforcer une coopération efficace des autorités régionales compétentes en matière de sécurité. Il faut en outre que nous renforçons fortement nos propres structures européennes et que nous en mettions en place de nouvelles là où cela est nécessaire. A moyen terme, cela conduira par exemple à la création d'un FBI européen.

8. L'Europe a besoin d'une politique commune en matière d'immigration

Sans un droit européen commun de l'immigration, il sera quasiment impossible de relever les défis que posent les phénomènes migratoires. Cela requiert non seulement une politique commune du droit d'asile, mais aussi une démarche commune pour l'accueil des migrants et des réfugiés qui fuient la guerre civile.

9. L'Europe doit sécuriser ses frontières

La sécurisation efficace des frontières extérieures de l'Europe constitue un volet important d'un nouveau droit de l'immigration. Ainsi, l'ouverture de nouvelles voies à l'immigration vers notre continent et l'existence de portes d'entrée légales et fonctionnelles pour les demandeurs d'asile impliquent que la sécurisation des frontières extérieures fonctionne. Il s'agit d'une mission commune des Européens au service de laquelle les structures adéquates doivent donc être créées.

10. L'Europe a besoin d'une protection efficace des droits fondamentaux

Les nouvelles technologies soulèvent aussi de nouvelles questions en ce qui concerne la protection des droits fondamentaux : tout comme l'invention et la diffusion de l'automobile ont rendu nécessaire la création d'un code de la route pour mettre un terme au principe du darwinisme social sur la voie publique, la progression du numérique appelle elle-aussi la formulation de règles claires. La charte européenne des droits fondamentaux à l'ère du numérique est un instrument efficace pour entreprendre ce travail de réglementation. Elle permet de protéger efficacement les citoyens, et les entreprises y trouvent les garde-fous dont elles ont besoin pour planifier leurs innovations. En outre, l'Europe montrerait à travers cette charte qu'elle est une communauté de valeurs avec laquelle il faut également compter au XXI^e siècle.

Les réformes proposées susciteront des résistances. Comme d'habitude, dans bien des Etats membres, on dira que ce qui est positif vient des capitales nationales et que ce qui ne l'est pas vient de Bruxelles. C'est pour cette raison que le nouveau départ européen dont nous avons besoin ne pourra pas passer par une traditionnelle conférence intergouvernementale, pas assez transparente et trop bureaucratique. Par ailleurs, la conférence intergouvernementale basée sur l'ancien modèle pose problème dans la mesure où elle est contraire aux principes de la démocratie, de la participation citoyenne et de la transparence, et donc fondamentalement contraire à l'intention des réformes envisagées.

Par conséquent, nous devons mener un débat public approfondi et le plus large possible sur la nature de l'Europe dans laquelle nous souhaitons vivre. Plutôt qu'une conférence intergouvernementale à huis clos, nous devons ouvrir une procédure qui permette une discussion franche et transparente. Le Parlement européen et les parlements nationaux pourraient en constituer le cœur. En tant que parlementaires, leurs membres n'entendraient pas seulement les représentants des gouvernements et de la Commission européenne, mais aussi des personnalités de la société civile, en quête des meilleures idées concrètes possibles.

SUR LA BASE DE CES PROPOSITIONS, UNE REFONDATION DE L'EUROPE SERAIT POSSIBLE. UNE EUROPE DES CITOYENNES ET DES CITOYENS. IL EST TEMPS DE NOUS METTRE À L'OUVRAGE.
MAINTENANT !

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES

Responsable de la publication : Stefan Dehnert, directeur du bureau parisien de la FES